

"Sagesse et modération pour que l'Europe dispose de ses perspectives financières 2007-2013" dans Bulletin Quotidien Europe (20 janvier 2006)

Légende: Dans son éditorial du 20 janvier 2006, Ferdinando Riccardi, éditorialiste du Bulletin Quotidien Europe, évoque les difficultés pour l'Europe d'obtenir ses perspectives financières pour la période 2007-2013.

Source: Bulletin Quotidien Europe. 20.01.2006, n° 9113. Bruxelles: Agence Europe S.A.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"sagesse_et_moderation_pour_que_l_europe_dispose_de_ses_perspectives_financieres_2007_2013"_dans_bulletin_quotidien_europe_20_janvier_2006-fr-bcae671b-f62b-44e8-ac55-9718de9febff.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Sagesse et modération sont indispensables pour que l'Europe dispose à la fin mars de ses perspectives financières 2007-2013

Trois raisons d'un slogan. Sagesse et modération ne sont pas des termes habituels dans cette rubrique à propos des progrès de l'idée européenne ; ce dont l'Europe a besoin en général ce sont plutôt le courage, la fermeté, l'imagination et même un brin d'audace visionnaire. Mais le cas des perspectives financières est spécial, pour trois raisons: a) un projet existe, très difficilement arraché à des chefs de gouvernement réticents et surtout préoccupés des intérêts nationaux, et ce projet, malgré ses lacunes, n'est pas aussi mauvais qu'on le prétend ; b) le Parlement européen doit être conscient qu'en ce domaine, aussi longtemps que l'UE ne disposera pas de ressources propres, le dernier mot reviendra aux parlements nationaux. Ce sont eux qui votent les budgets nationaux (dans lesquels sont inscrites les contributions au budget européen) et qui doivent dégager les recettes correspondantes ; c) l'Europe a besoin que la décision intervienne avant fin mars afin que les nouvelles dotations et les nouveaux programmes soient opérationnels au début de l'année prochaine. Ceci est vital notamment pour les pays d'Europe centrale et orientale, pour lesquels l'incertitude et les retards sont plus pénalisants que les quelques réductions de crédits qu'ils ont en définitive acceptées.

L'argent n'est pas tout. Certes, le Parlement européen ne peut pas accepter tel quel le projet actuel (il vient d'ailleurs de le rejeter) et il a raison de réclamer une négociation véritable et des améliorations. Le Conseil européen doit consentir un effort. C'est à l'ampleur de l'effort politiquement possible que s'appliquent les termes de sagesse et de modération. Certes, les « perspectives » telles que le Parlement lui-même les avait définies auraient permis des initiatives supplémentaires et une meilleure efficacité de certaines politiques communes. Cependant, par rapport aux positions nationales de départ, les compromis atteints paraissent raisonnables. Au premier semestre 2005, Jean-Claude Juncker avait réalisé presque un miracle (le Parlement le lui avait reconnu par l'accueil qu'il lui avait réservé fin juin), et en décembre dernier Tony Blair avait accepté, avec un courage politique indéniable, l'effort sur le « rabais britannique » que ses adversaires politiques et la presse de son pays lui reprochent encore aujourd'hui. Certaines accusations au projet actuel font presque sourire. Quel savant et habile calculateur peut affirmer sérieusement qu'avec le montant du Sommet l'Europe est ruinée, et qu'avec quelques milliards en plus tout serait sauvé ? L'argent n'est pas tout ! Pour la « stratégie de Lisbonne », certaines réformes nationales et la confiance retrouvée ont un poids incomparablement supérieur à celui de quelques crédits supplémentaires (sauf pour ceux qui en bénéficieraient directement). Pour les secteurs industriels en difficulté, comme le textile et quelques autres, une concurrence loyale au niveau mondial, respectant la propriété intellectuelle et les normes sociales minimales, pèse bien plus qu'une subvention. En agriculture, la fermeté dans le maintien de la préférence communautaire a une tout autre importance que les subventions à l'exportation.

Miser sur les idées nouvelles. Le Parlement a raison de se battre: tout ce qu'il pourra obtenir sera positif. Mais il doit être conscient des limites de l'opération. Pour certains Etats membres, le compromis de décembre va déjà au-delà de ce qu'ils étaient disposés à accepter ; l'augmentation possible de l'enveloppe globale est donc limitée. Quant à la répartition des crédits, des miracles d'équilibre ont été nécessaires pour obtenir le consensus unanime indispensable ; modifier les équilibres est un exercice périlleux. La marge de manœuvre doit être trouvée plutôt dans les idées nouvelles que le Parlement a eu le grand mérite de lancer, et qui peuvent constituer de véritables innovations dans les mécanismes budgétaires de l'Union. J'en rappelle les principales: 1) une meilleure flexibilité du budget, rendant plus aisés les déplacements des crédits en fonction des besoins ; 2) la prise en considération de la croissance du PIB de l'Union, permettant d'augmenter le budget si la croissance dépasse les prévisions (l'avantage budgétaire serait important si la croissance est relancée) ; 3) une clause de révision permettant de modifier les perspectives financières si les situations évoluent ; 4) la réforme du règlement financier visant notamment à améliorer l'exécution des programmes de dépenses ; 5) une responsabilité accrue des Etats membres dans la gestion des crédits européens (les dépenses sont en grande partie nationales, que ce soit pour l'agriculture ou pour la politique de cohésion).

Ces améliorations sont moins visibles qu'un crédit supplémentaire arraché de haute lutte, mais leurs effets

peuvent être beaucoup plus significatifs. Et si tout marche bien, je promets de ne plus jamais recommander modération et prudence dans les affaires européennes.

(F.R.)